

Pourquoi un manifeste politique pour le développement durable

On constate aujourd'hui, qu'enfin, les préoccupations en matière environnementale sont des sujets politiques à part entière. Quinze ans après Rio, les dégâts humains et écologiques annoncés sont là, les catastrophes multiples, les sinistrés du dérèglement climatique (sécheresses, cyclones, inondations) se multiplient. Les voix qui s'alarmaient seules dans le désert sont celles aujourd'hui dont on écoute les expertises. Le temps de l'écoute est venu, le temps du mépris est révolu. On voit bien qu'il faut agir. Les conventions internationales et les accords européens nous y obligent ; l'opinion publique demande des comptes.

Cette action, réclamée depuis longtemps par tous ceux qui avaient conscience de l'urgence de la réponse aux menaces que fait courir au monde notre mode actuel de développement, écologistes, personnalités de tous bords, parfois isolées dans leur famille politique ou économique, scientifiques, militants, est difficile à mettre en œuvre, car elle doit concilier des contradictions inhérentes à notre civilisation : l'urgence en même temps que le long terme, la contrainte en même temps que l'engagement mutuel, l'appropriation individuelle en même temps que la mondialisation des efforts. C'est un défi nouveau pour nos régimes démocratiques, dont la régulation de la nature n'était pas au programme, de la Grèce aux Lumières...

Une élection présidentielle est, dans la Vème République française, le rendez-vous démocratique majeur. Nous pensons donc que la mobilisation doit être, à ce rendez-vous, maximale pour obtenir des candidats des engagements indéfectibles non plus sur leur "sensibilisation" à l'impérieuse nécessité de réparer les dégâts du mode de développement antérieur et instaurer une nouvelle donne, mais sur leur programme d'action.

Or, nous sommes inquiets, à cause des divisions des partis écologistes, à cause de la surenchère médiatique sur les personnes, à cause de la porosité de grands intérêts économiques avec certains candidats, à cause de la vulgarisation même du thème du développement durable, excellente si elle signifie le partage de ce concept fondateur par tous et l'adhésion à des valeurs d'équilibres sociaux, économiques, économiques, dommageable si elle reflète un affadissement opportuniste des valeurs qu'il porte.

Le club Convictions a été, en 2002, premier des clubs politiques à faire du développement durable une priorité d'action. Il réitère l'appel qu'il avait lancé lors de la campagne de 2002, mais sur un mode plus grave car cinq ans ont passé pendant lesquels des annonces se sont faites plus entendre qu'auparavant, mais les actions se sont enlisées ou paralysées, malgré l'attente des peuples. L'action humaine aujourd'hui est, par sa complexité, plus lente que la dégradation de la nature et que la détérioration du lien social ; si elle ne change pas radicalement, elle ne peut sauver l'humanité. C'est là le vrai défi de l'action politique : la nature n'est plus – à l'échelle d'une génération humaine – immuable. L'action politique doit aujourd'hui inventer des modes d'interventions d'urgences dans des domaines devenus majeurs,

alors qu'ils étaient autrefois des cadres de référence. En même temps, quel extraordinaire possibilité de renouveau apporte cette utopie que tout le monde invoque sans oser la définir ! C'est pourquoi nous pensons qu'un Club qui cherche à donner du sens au politique doit s'engager dans ce combat qui détermine la survie de l'humanité.

Rejoignez ce manifeste, dont vous trouverez le texte intégral pages suivantes.

Bettina LAVILLE, présidente de Convictions*
Robert LION*
Jean-Pierre DUPORT*
Jean-Baptiste de FOUCAULD*
Jacques NEGRI
Gérard RUIZ*
Roger SUE*
et les membres* du Conseil d'Administration de Convictions¹

¹ Outre les signataires nommément désignés (*), les autres administrateurs de Convictions sont :
Marc ABADIE, Patrick BRÉAUD, Dominique CENDRE, Pierre-Yves COSSÉ, Anne DUX, Maïté ERRECART, Philippe FORSTMANN, Blandine FROMENT, Roger GODINO, Odette GRZEGRZULKA, Jean-Paul HUCHON, Mireille IMBERT-QUARETTA, Jean-Pierre JASLIN, Yves-Philippe de LAPORTE, Stéphane LE BOULER, Claude LEGRIS, Florence MANGIN, Jean-Luc MATHIEU, Jean-Pierre MONTEUX, Jean NESTOR, Michel PHELIPPEAU, Georges PREZIOSI, Chantal ROUSSY, Patrice SIMOUNET, Pierre VANLERENBERGHE, André WORMSER, Zahir YANAT.

Le grand chantier du quinquennat

Manifeste 2007 pour le développement durable

Ce siècle est tout jeune encore. Mais son départ tumultueux a bouleversé, en quelques années, notre rapport au monde et notre regard sur l'avenir.

Depuis une ou deux décennies, nous savions que la pauvreté au loin nous concerne, et que nous interpellent les inégalités qui fracturent l'humanité. Nous savions l'économie globale gouvernée par des mécaniques anonymes dont l'homme a perdu le contrôle, des mécaniques indifférentes au bien commun. Nous percevions que l'état de la Terre glisse vers des dégradations sans retour et que notre fragile planète risque de devenir à terme invivable pour l'espèce humaine. De cette dérive du monde, nous avons commencé à comprendre que le responsable était notre mode de vie occidental – auquel pourtant nous nous cramponnons, et qui constitue un mirage hors d'atteinte pour les pauvres du Sud et du Nord.

Mais voici qu'en cinq ou six ans, nombre de ces inquiétudes se sont brutalement incarnées, tandis qu'apparaissent de nouveaux sujets d'angoisse. Dans la traînée de poudre du 11 Septembre 2001 et des conflits qui l'ont suivi, la violence s'est universalisée ; elle s'alimente du sentiment, partagé par des populations entières, que le monde est injuste ; elle se lie à la montée d'intégrismes irrationnels et agressifs. Par moments, la haine et l'insécurité semblent gouverner un monde "ensauvagé".

Dans nos économies d'Europe, la mondialisation a fait irruption : vagues de migrants affluant de l'Est et du Sud, marchés perdus, emplois délocalisés, "champions" industriels passant sous le contrôle d'actionnaires inattendus. Tout d'un coup, nous découvrons que la Chine et l'Inde tiennent les premiers rôles, qu'une redistribution des cartes est à l'œuvre et que l'Europe risque d'en faire les frais.

En toile de fond, la perspective démographique s'est précisée, laissant béante la question : la Terre pourra-t-elle porter une population qui croît encore si vite ? Des pandémies ou épidémies nous tombent dessus sans contrôle possible. Le temps des pénuries est arrivé, qu'annonce la flambée des prix du pétrole. Les catastrophes et les crises alimentaires se font, media aidant, plus violentes et visibles ; nous savons que la plupart d'entre elles sont le fruit de notre impéritie, à commencer par les premières vagues des désordres climatiques. Des écosystèmes sont détruits, des espèces vivantes rayées de la carte à des rythmes qui s'accroissent. Chaque année, de nouveaux pays, telle récemment la Chine, perdent leur indépendance alimentaire. Aucun des "Objectifs du Millénaire" tracés en 2000 ne sera atteint en 2015. Au bout de la route – et ce pourrait être l'affaire de quelques décennies – la survie de l'homme apparaît désormais en question.

Le siècle naissant est donc peuplé de spectres. Pour nous Européens, qui avons jadis pensé régner sur le monde, voici que s'effondrent des colonnes du Temple. Et voici en prime qu'à domicile, nos sociétés apparaissent fracturées : qui ose aujourd'hui vanter encore notre "modèle social" ? Qui croit encore à l'intégration à la française ? Qui espère en ces réformes que l'on sait indispensables et qui sont si souvent vécues comme intolérables ?

La France en effet est particulièrement touchée. L'universalisme qu'on lui a prêté, son invocation de la fraternité, son attachement aux droits de l'homme semblent passés à la trappe, face aux crispations que fabriquent les peurs. La France vote "non" quand souffle le vent du dehors, montrant combien elle sent mal les réalités du monde ; elle se raidit quand ce qu'elle pense être son rang, son poids économique, son rayonnement culturel sont mis en cause. Mère de l'Union Européenne, elle se replie désormais, suivant un vocabulaire inimaginable il y a peu, sous la bannière du "patriotisme".

Ces périls multiples occupent les media. Ils obscurcissent les horizons – lesquels se font plus courts, en phase avec le court-termisme qui, au nom du profit immédiat pour l'actionnaire, pèse sur les entreprises et à vrai dire sur la mondialisation dérégulée tout entière. Ce court-termisme est aussi en phase aussi avec les échéances électorales, qui bornent si souvent les programmes politiques. La mesure du politique est-elle à la mesure de notre avenir ?



En aucun cas ! Voici au contraire le moment d'appeler à un sursaut : nous devons reprendre la maîtrise des événements. A ces mutations qui la bousculent, l'Europe, comme à sa manière chaque région du monde, va tenter de réagir. Déjà des retournements se dessinent, des ruptures courageuses sont conduites ici ou là. La France ne peut être en reste. Elle ne peut entrer dans la période qui vient les yeux bandés et tous freins serrés : ce serait aller au devant de graves reculs sociaux, économiques et sans doute démocratiques. Ce serait aussi faire au dehors piètre figure et perdre ce qu'il nous reste de crédibilité.

Cela se joue maintenant. Dans cinq ou dix ans, si nous n'avons pas repris les rênes, il sera trop tard. Notre pays, ballotté, crispé, aura perdu la face et perdu sa chance. L'histoire ne repasse pas les plats.



Face à cette situation nouvelle que nous avons nous-mêmes créée, des attitudes contrastées sont possibles :

- s'armer pour devenir ou rester le plus fort dans la lutte à mort qui s'annonce pour la maîtrise des ressources énergétiques et les espaces encore vivables ; telle semble être la voie meurtrière où le monde est engagé ;
- s'en remettre au progrès technique pour trouver des solutions, se convaincre que l'humanité est toujours sortie des impasses, nier la gravité sans précédent de la situation ; ce serait l'irresponsabilité ;
- organiser la décroissance et la préservation des patrimoines naturels, culturels, techniques et le repli sur un communautarisme de survie ; nous ne nous y arrêterons pas ;
- **s'orienter vers le développement durable** : il est pour nous la seule alternative, qui permettra d'assurer le développement et l'épanouissement des générations futures sans sacrifier le bien-être des générations actuelles.

Cette option constitue en plus une formidable opportunité de repenser notre système de développement économique, notre modèle social, notre organisation politique, dans le respect des fragiles équilibres de notre planète.

Sur ce grand thème, et à condition de prendre au sérieux ses implications, le développement durable offre, à notre pays comme à l'Europe, une chance de reprendre le contrôle de leur destin. Si la France suit cette feuille de route, elle peut redevenir exemplaire et retrouver, au sein de l'Union européenne, un leadership perdu.



Le développement durable, c'est mettre la marche du monde au service de l'homme : son but premier est l'égalité de dignité de toute personne humaine. Pour cela, il tend à la réduction de la pauvreté et à un accès plus équitable aux biens publics globaux, à commencer par le savoir, la santé, la maîtrise par chacun de son propre destin.

Le développement durable est en même temps réflexe de survie face aux périls qui menacent l'humanité d'aujourd'hui et, plus encore, les générations futures : il ménage les équilibres écologiques et les ressources naturelles.

Il constitue un ensemble cohérent de comportements individuels et collectifs, de nature différente selon le niveau de richesse des pays, mais convergents et coordonnés à l'échelle du monde. Il appelle des changements importants, singulièrement pour les régions dites "développées", dont les modes de vie, de consommation et de production doivent être réformés.



Sur ces grandes questions, nous avons en France avancé au cours de la période récente :

- la prise de conscience des questions sociales globales et des problèmes d'environnement s'est faite plus vive ;
- le développement durable est désormais une cause entendue, et comme un pain quotidien, pour des professionnels, des entreprises, des collectivités territoriales, des tranches de la société civile ;
- on a vu apparaître de multiples créations institutionnelles autour du développement durable : Mission effet de serre, Loi sur l'aménagement durable des territoires, Conseil national du développement durable, une "Stratégie nationale du développement durable", un "Plan climat", une Charte de l'environnement, la taxation de certaines activités transnationales.

Notre pays n'est pas cependant – et de loin – pionnier dans l'ordre du développement durable :

- Il fait un contresens quand ses gouvernants persistent à y voir un sujet technique et vertical, ou qu'ils le bornent aux questions environnementales. Ni dans l'organisation du gouvernement, ni dans l'analyse que font sur ce thème nos assemblées parlementaires, la compréhension du sujet et de son caractère transversal ne s'est imposée.
- Les actes sont loin de suivre les discours et les "stratégies". Il n'y a, dans les faits, aucune stratégie, mais des mesures décousues et timorées. Sur des sujets comme les subventions agricoles ou les baisses d'impôts, la contradiction éclate avec les plaidoyers pour l'Afrique ou les appels à la modération des consommations. L'OCDE a récemment souligné le manque d'ambition, au regard du développement durable, de nos instruments économiques et fiscaux, ainsi que l'insuffisante intégration de l'environnement dans nos politiques publiques.
- Enfin, la politique demeure attachée aux enjeux immédiats. La tyrannie du court terme demeure. Il en ira ainsi tant que la pédagogie n'aura pas progressé, tant que des voix courageuses ne s'élèveront pas, rompant avec ce qui est bienséant, tant qu'on n'osera pas dire que l'avenir importe autant que le présent.

Et si cela se passait en 2007 ? ...



NOUS LANÇONS UN APPEL POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Conduire et non subir

C'est un appel en urgence. Encore une ou deux décennies, et les événements auront tranché :

- ou bien, nous, peuples d'Europe, n'aurons fait que subir des changements historiques. Nous serons alors laissés au bord de la route, déshabillés de cette longueur d'avance qui fit un temps le lustre et l'autorité des Européens. La démocratie, notre plus noble conquête, ne résistera sans doute pas à trop de coups reçus et à trop de reculs encaissés, dans la contrainte et la fureur.

- ou bien, c'est le sursaut. Le sursaut pour que survivent les hommes, à commencer par nous-mêmes – notre vieux pays et notre petite Europe. Le sursaut, c'est à dire l'effort pour maîtriser notre avenir. Le sursaut pour conduire, et non subir, les remises en cause, si vives soient-elles.

Nous appelons au sursaut, pour conduire, et non subir, les changements inévitables. Un sursaut rapide : le temps ne travaille pas pour nous ; nous ne pouvons lui "laisser le temps". Un sursaut lucide et sérieux, adossé à une compréhension des mouvements du monde. Un sursaut démocratique et citoyen : il ne se décrètera pas, il procèdera du débat et de convictions partagées. Un sursaut déterminé, parce que la société différente vers laquelle il nous conduira sera ressentie comme plus sûre et plus juste.

Nous pensons les Français prêts à des bouleversements qu'ils comprendraient et maîtriseraient, à la condition qu'ils soient opérés dans l'équité. Ils sentent que le monde bouge, que des repères se dérobent, que sans doute la planète est en danger. Il y a un réflexe de survie dans diverses évolutions récentes, de notre alimentation, de nos modes de déplacement, comme dans l'acceptation de disciplines pour l'alcool, le tabac, la vitesse...

Au-delà, il y a une attente, et il y a des questions.

D'abord une attente, souvent confuse ou exprimée avec d'autres mots, pour une démarche ferme et partagée de développement durable. Les élections de 2007 peuvent être l'occasion d'un rendez-vous des Français avec leur futur. Nous en appelons aux politiques pour susciter ce rendez-vous.

Et comme le développement durable n'est pas une simple affaire de l'Etat, nous en appelons d'abord à tous les acteurs.

Mais il y a en France, comme chez nos voisins, des questions préalables, auxquelles ne peut répondre un catalogue de mesures ou de cordiales invitations à modifier nos comportements. Où s'agit-il d'aller ? Y a-t-il une voie qui permette de garder les bienfaits de la mondialisation tout en en conjurant les maux ? Peut-on vraiment échapper aux périls du réchauffement climatique ? Au nom de quel projet nous demanderait-on d'être "responsables" ? Quel modèle social pour nos pays industrialisés pourrions-nous construire, qui nous soit plus bénéfique et qui contribue plus certainement à l'avenir des hommes sur terre ?



APPEL POUR UN CHANGEMENT DE MODELE

Pour mériter le nom de "pays développés", dont nos pays riches s'habillent abusivement, il nous faut changer notre modèle social. Il ne s'agit pas de changer de civilisation mais d'en modifier la traduction dans notre organisation sociale, politique, économique, et dans nos comportements. La voie pertinente est celle du développement durable, lequel passe par trois fondements :

- Il implique participation, délibération, partage des responsabilités. Au moment où la gouvernance du pays est en déroute, le développement durable propose un autre mode de gouvernement. Il suppose en effet le débat et la décentralisation, l'écoute de l'autre, une éthique de la discussion. Il est ainsi, et en premier lieu, un projet politique : une manière de faire mieux vivre, en renouvelant les formes, la démocratie.

Au point actuel où en est la France, il peut être à la fois la source d'un renouveau de confiance, un élan et la sortie de crise que nous attendons.

- Il implique la solidarité. Malgré les réflexes du moment et la tentation du repli, notre société doit revenir à l'ouverture. S'il y a un modèle scandinave, il se trouve en particulier dans une attitude intelligemment active à l'égard de la misère du monde. Il est aussi dans la reconnaissance que les luttes sociales de ce siècle sont la défense des droits économiques et sociaux, comme de la condition de la femme et des enfants, mais à l'échelle de la planète ; et dans un engagement sur ces nouveaux champs.

- Il veut un renouvellement de l'idée de progrès. Prétendre dominer la nature et le monde, prélever toujours plus, faire de la possession et de la représentation les finalités supérieures, c'est nous précipiter vers les catastrophes et les impasses. Le développement durable appelle la remise au pas de nos déviances préférées, telles que la fabrication – et la satisfaction – du désir boulimique et superflu. Le progrès désormais nous invite à avancer vers plus de respect et une meilleure contribution aux équilibres écologiques. Il se situe du côté de l'être, plutôt que de l'avoir.

"Etre", mieux être, contribuer à ce que les plus faibles existent davantage, c'est soutenir la croissance : une croissance ferme et plus équitable dans les pays pauvres ; dans un pays comme le nôtre, une croissance orientée davantage vers une réponse plus ample à divers impératifs environnementaux et sociaux et aux besoins en services qui leur correspondent. Son financement doit être assis sur une forte redistribution sociale ; il faut en finir avec ces promesses contradictoires et malhonnêtes d'en donner plus en même temps que de réduire inconsidérément les impôts. La mesure de cette croissance doit enfin se faire selon un nouveau système d'évaluation de la richesse multiple des nations prenant en compte les impacts humains.



Le projet politique qu'appelle le développement durable sera ainsi au cœur d'un "modèle social européen", dont en mai 2005 on a cruellement ressenti l'impuissance ou les défaillances. Ce modèle, qui semble esquissé en Europe du Nord, est ancré sur les valeurs de notre civilisation : respect de l'homme, attention portée à la souffrance d'autrui, équité, valeurs auxquelles il faut ajouter désormais le souci des conditions de vie des hommes sur cette terre.

L'Europe est pionnière dans le monde pour l'affirmation de ces valeurs et pour leur incarnation partielle, dans les comportements et dans les politiques. Elle devra l'être encore plus dans l'avenir. La France, par sa démarche, peut consolider et hâter ce mouvement.

Ce projet de société doit être approprié et appliqué. La feuille de route doit en être précisée, avec des jalons clairs et visibles, qui constituent autant de points de bifurcation incontestables, indiquant qu'on abandonne la route empoisonnée de la croissance destructrice pour progresser – il s'agit bien de progrès – sur la voie d'un développement véritablement durable.



APPEL AUX CITOYENS : SACHONS VIVRE AUTREMENT

Nous en appelons à nous-mêmes, citoyens des pays riches, aux agents économiques et en particulier aux entreprises, aux acteurs sociaux et culturels, à l'école et à l'Université, aux media.

L'heure est à la sobriété. Nous pouvons vivre et consommer de manière plus mesurée, plus "propre", plus attentive aux modes de production, au "cycle de vie" des produits et des services, au caractère local et au rythme saisonnier des aliments, aux empreintes et aux impacts lointains de nos achats dans l'espace et le temps. Le mieux peut être l'ami du moins : certains en Europe ont anticipé sur ces voies ; leur santé, comme l'économie de leurs pays, s'en trouvent mieux. Sur ces thèmes l'intelligence paye.

Nous appelons le "citoyen-consommateur", c'est à dire chacun de nous, à vivre autrement. Nous l'appelons aussi à user fermement de son pouvoir marchand et à faire pression sur les producteurs, les aménageurs ou les bâtisseurs pour les contraindre à une meilleure "performance globale". Nous l'appelons à ouvrir la voie à l'après-pétrole et à tirer l'économie vers une moindre intensité en carbone, avant que les pénuries, ou la flambée des prix de l'énergie, ne nous prennent au dépourvu.

Nous appelons les associations et les syndicats à mutualiser et amplifier ces pressions. Acteurs sociaux et environnementaux peuvent contribuer à construire, concrètement et localement, une société qui ne se réduise pas à l'échange, qui ouvre démocratiquement l'accès aux biens publics et qui revête une pleine densité humaine.

Nous appelons les media à la responsabilité : la désinformation par omission, par légèreté, par emballements peut saper les efforts d'une société pour comprendre l'avenir ou pour conduire ses évolutions. Nous les appelons à la pédagogie, sur les réalités de la vie des hommes, sur les droits sociaux ou la richesse des cultures, sur l'environnement. Nous les invitons à la parole donnée aux associations et plus largement à ces acteurs sociaux multiples qui veillent, qui plaident les bonnes causes, qui sonnent les justes alarmes, et qui donnent corps à la démocratie participative.



APPEL AUX POLITIQUES : LE GRAND CHANTIER DU QUINQUENAT

1/ Nous attendons de l'Etat qu'il fasse sien le modèle de société que nous avons présenté, et qu'il ordonne en conséquence son discours, son action, son organisation. Il doit reconsidérer son rôle de Providence et consacrer forces et moyens à accompagner les évolutions des comportements. Il doit appuyer la décentralisation des initiatives et le partage des responsabilités.

Pour la France de 2007, le développement durable doit être le grand chantier du quinquennat.

Dans cette perspective, nous appelons les politiques à conduire une campagne électorale toutes portes ouvertes sur l'extérieur, et non rencognée sur nos petites affaires ou nos scandales domestiques. Cette campagne doit parler aux Français de la marche du monde, de ce qu'elle signifie pour nous et des voies réalistes qui s'ouvrent à notre pays. Elle doit se conduire au vent du large.

2/ Nous appelons l'Etat en France à s'organiser pour une politique de développement durable.

Dans le gouvernement, ce sujet ne doit pas être l'objet d'un portefeuille vertical. Il faut au contraire un rouage transversal, supérieur et puissant, qui veille à la "durabilité", et dès lors à une cohérence de l'ensemble de l'action publique du pays, y compris sur la scène internationale. Son rôle doit être prévu par la Constitution. Sinon, la Charte de l'environnement est une arme morte-née.

Une loi devra contraindre toute décision publique à passer le crible d'une grille de critères "développement durable", à l'image de ce qui existe en Suède.

Une instance indépendante vérifiera la "compatibilité développement durable" de toute mesure envisagée par l'Etat dans les domaines de l'économie et des finances publiques et privées, de l'environnement, de l'éducation, de l'équipement, des affaires étrangères et de la coopération. Nous proposons qu'un "Conseil du développement durable", représentant les sphères économique, financière, sociale et particulièrement la société civile, soit à cette fin substitué, là aussi, par une réforme de la Constitution à l'actuel Conseil économique et social.

L'Etat veillera à ce que de nouveaux indicateurs, de type "développement humain", mesurent l'activité économique du pays. Il suscitera, et s'efforcera de diffuser à l'échelle de l'Union européenne, une réforme des cadres comptables privés et publics intégrant les critères de la "responsabilité sociale des entreprises".

3/ Pour une politique de développement durable, nous appelons à une série de "discriminations" positives et dissuasives prenant en compte les impacts des activités sur l'environnement, sur la cohésion sociale, sur la solidarité nationale et internationale, sur la compétitivité de l'économie face au contexte mondial. Ces encouragements et ces pénalisations devront être coordonnés avec nos partenaires de l'Union Européenne, en particulier : les appuis financiers, la fiscalité, les cadres comptables, les normes en matière de RSE, etc. Ils devront être plus cohérents et beaucoup plus clairs, plus francs et beaucoup plus fermes, même s'il en coûte politiquement, que les petites mesures d'aujourd'hui.

Une fiscalité environnementale rigoureuse sera au cœur de ce dispositif. Elle visera particulièrement à encourager la modération dans l'appel aux ressources naturelles et la réduction des émissions et pollutions.

Cette double action – soutien et dissuasion – s'accompagnera d'un appui, très vivement intensifié, à la recherche et au développement : afin d'aider nos entreprises, en partenariat avec leurs homologues européennes, à retrouver sur de bons créneaux une compétitivité internationale robuste ; afin d'ouvrir la voie aux technologies futures, respectueuses de l'homme et de l'environnement. Cet effort pour la recherche veut une Université pluridisciplinaire, hébergeant les laboratoires publics, ouverte sur l'entreprise et le tissu social local, visible au-delà de nos frontières.



LE GRAND ESPOIR DU XXIème SIECLE

Nous disons aux politiques : tout n'est pas dans vos mains, mais il vous appartient de donner le signal. Il vous appartient de guider la marche vers ce qui peut être pour notre pays le grand espoir du XXIème siècle : une France tirée des peurs et du repli, une France qui accepte le changement, qui le conduise au lieu de le subir, une France moteur à nouveau au sein d'une Europe remise en marche. Sachez jouer ici le rôle d'éclaireur et de pilote qui vous revient. Sachez aussi laisser, pour ces révolutions, de grandes responsabilités aux citoyens.

2007 peut être le temps d'en finir avec ces timidités convenues qui interdisent d'annoncer des lendemains qui déchantent. Parlez-nous des efforts à faire pour qu'il en aille autrement. Parlez-nous de la route à suivre, celle du développement durable, même si cette route doit parfois être montante et ravinée. Proposez-nous un nouveau modèle social, un projet pour demain. Et donnez-nous l'espoir de le gagner !



Annexe

Nous appelons à des décisions inspirées par le très long terme pour l'équipement du pays :

- **Énergie** : du côté de l'offre d'électricité, la France a besoin de systèmes énergétiques moins rigides et jacobins. Pour des raisons de flexibilité et de sécurité, il faut un rééquilibrage en faveur de productions et de réseaux décentralisés, qui s'accordent mieux avec les énergies renouvelables. Les pouvoirs publics doivent parallèlement encourager, du côté de la demande, une spectaculaire réduction des consommations d'énergie, notamment dans les domaines de l'automobile et de l'électricité ; des gains considérables, avec un retour sur investissement très rapide, sont possibles. Il faut les réaliser vite, sans attendre que les pénuries nous les imposent.

- **Infrastructures** : notre pays est plus performant sur ce plan que beaucoup d'autres. Les choix d'investissement doivent plus que jamais privilégier le chemin de fer, la voie d'eau et les transports collectifs.

- **Ville et domaine bâti** : il s'agit par excellence d'infrastructures de long terme. Ne reproduisons plus ces quartiers et ces immeubles qu'il faut abattre ou "restructurer" après trente ans de mauvais services. Deux règles d'or pourraient être ici la flexibilité, c'est à dire l'ouverture à des utilisations futures imprévues, et la valeur d'usage, qui fabrique les deux-tiers de l'empreinte écologique d'un bâtiment. La ville économe coûte moins cher ; elle limite la consommation des espaces et du temps. La ville "durable" doit aussi être moins inégalitaire, c'est à dire tenter d'en finir avec la ségrégation, la stigmatisation et l'aggravation des clivages dont l'habitat a souvent été tout à la fois le synonyme et la cause.

- **L'agriculture et les campagnes** appellent des politiques renouvelées. La France ne pourra longtemps maintenir ces subventions qui contribuent à détruire l'agriculture de pays en développement. Elle doit, ici comme ailleurs, prendre les devants et aider ses paysans à des reconversions : cultures et pratiques bénéfiques à la santé de l'alimentation, à la préservation des ressources naturelles et à la lutte contre l'effet de serre ; production de bio-carburants ; respect des savoirs locaux ; vocations écologiques et touristiques des terroirs et territoires.

- **Protection et cohésion sociales** : nous appelons à un rapprochement entre les acteurs qui défendent la protection sociale et ceux qui se battent pour la protection de l'environnement. Les deux combats doivent être menés de pair : ceux qui défendent le social doivent se préoccuper davantage des générations futures ; ceux qui défendent l'environnement doivent se rappeler que le développement durable se définit d'abord par la satisfaction des besoins des générations actuelles, sans sacrifier celles de l'avenir. Or les concepts, les institutions, les actions sont trop souvent séparés et cloisonnés. Nous plaçons par conséquent pour trois orientations :

- D'abord rétablir le plein emploi, à temps choisi, avec un travail de qualité, qui ait du sens et qui soit assorti d'une protection sociale correcte. Cela suppose, redisons-le, un haut niveau de redistribution sociale, et l'orientation prioritaire de cette redistribution vers l'emploi de qualité – car cet emploi de qualité coûte cher – afin de reconstituer nos marges de manœuvre. Il s'agit là d'un préalable absolu, sans lequel rien n'est possible, et dont nous devons à coup sûr payer le prix.

- Ensuite, accepter des changements de comportement, qui rompent avec un individualisme auto-référencé et qui redonnent du sens au fait que nous vivons dans un monde qui nous est commun et nous crée des devoirs mutuels : rendre sa place au civisme fiscal, développer les comportements écologiquement et socialement responsables dans

notre manière de vivre ensemble, privilégier la prévention, moins coûteuse que la réparation. Mieux nous saurons modifier nos réflexes et attitudes, plus la pression sur les systèmes publics de financement sera allégée et la compétition entre les dépenses sociales et les dépenses environnementales réduite.

- Enfin, réfléchir aux liaisons à établir entre les systèmes institutionnels de protection sociale et les biens publics environnementaux. La protection de l'environnement constitue-t-elle une nouvelle forme de protection sociale, et dans quelle mesure ? Comment établir les liens entre ces deux aspects, tant au niveau national qu'au niveau mondial ? Les taxes écologiques, destinées à assurer une meilleure préservation des biens rares, tels par exemple que l'eau, peuvent-elles servir parallèlement à améliorer la situation sociale des personnes défavorisées, à lutter contre les inégalités, à réduire la pauvreté, tant au niveau des pays développés, qu'à l'échelle de la planète ?

- Coopération et action internationale : le développement durable appelle de notre part un esprit et une volonté de collaboration internationale, car le développement durable ne peut être traité dans le cadre d'un pays ou d'une région, mais d'abord au niveau européen, puis à l'échelle globale. Le développement durable est donc aussi une opportunité pour rénover l'agenda des négociations internationales, nouer un nouveau type de coopération fondée sur le partage d'intérêts communs pour le bien-être durable, voire la survie de l'espèce humaine.

Nous appelons à une politique de coopération qui place en son cœur le développement durable, dans le respect des identités et des priorités locales. Appuyons des programmes inscrits dans la durée, attentifs dès le départ à l'usage et à la maintenance. Soutenons les projets réellement appropriés par les populations. N'hésitons pas à édicter des conditionnalités, c'est à dire à subordonner les aides à la performance – performance d'un programme, et plus largement performance d'un pays – au regard du développement durable. On ne soutient pas de la même manière le gouvernement qui saccage ses forêts et celui qui en organise la conservation, le pays qui pratique le dumping social et celui qui respecte les règles du BIT. Toutefois, soyons soucieux de n'imposer nos concepts et nos normes que s'ils sont recevables, par exemple, par des populations confrontées à la précarité. Rappelons-nous que nous ne pouvons exiger un haut niveau de respect des hommes, des femmes, des enfants, ou une réelle protection de la nature et des ressources, si nous-mêmes n'avons pas, évidemment et préalablement, balayé devant notre porte et corrigé notre "modèle".

La solidarité doit s'exercer sans arrogance. Nos vérités ne sont pas universellement reçues. Reconnaissons les vues différentes, sachons dialoguer et rechercher les convergences.

Nous appelons notre pays à être artisan de la gouvernance multilatérale. Le développement durable exige des institutions et des politiques globales. L'objectif doit être une réforme multiple des Nations Unies : un rééquilibrage du Conseil de sécurité en faveur des régions du Sud ; un Conseil économique et social doté de pouvoirs comparables à ceux du Conseil de sécurité ; un regroupement des organes en charge de l'environnement et l'attribution à ces derniers, de même qu'aux organes en charge des domaines sociaux et des droits de l'homme, de pouvoirs de contrainte comparables à ceux que détiennent l'OMC ou le FMI.

Nous appelons enfin à une ouverture de l'Europe aux produits des pays du Sud, au risque même de mettre en question certaines subventions à des productions non compétitives ; cela fait partie des retouches à apporter à notre modèle. Dans le même esprit, il nous faut aider des pays aux agricultures déstabilisées par le commerce mondial à retrouver une suffisante indépendance alimentaire.



Notre pays, branché sur le futur, sera plus légitime pour demander – comme pour pousser l'Union Européenne à demander – aux pays émergents et en développement de maîtriser les impacts sociaux et environnementaux de leur croissance. Ayant rectifié les excès et les déviations de notre modèle social, nous serons fondés à appeler ces pays à mettre le cap sur un modèle de société compatible avec la capacité de charge de la planète.

Le sursaut français et européen contribuera ainsi à réduire les risques qui pèsent sur le futur des hommes.

